

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du Service Economique Régional de Buenos Aires
En collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 25 mars au 4 avril 2024

Argentine – L'illusion d'un coup d'arrêt sans stigmates ?

L'économie argentine a subi un net coup d'arrêt en 2023, après deux années de reprise post-covid robuste. 2023 a été caractérisée par une sécheresse sans précédent et des élections présidentielles marquant un changement de paradigme économique et politique pour le pays. Au 4^{ème} trimestre 2023, l'activité économique s'est contractée pour le 3^{ème} trimestre consécutif, enregistrant une récession de 1,4 % en glissement annuel. Sur l'année, la récession atteint -1,6 %, bien en deçà de l'estimation du FMI de -1,1 % en mars. Du côté de la demande, cette récession s'explique par la contraction des investissements (-1,9 %) et des exportations (-6,7 %), qui n'a pas été compensée par la baisse moins importante des importations (-1,8 %), et une hausse timide de la consommation privée et publique (respectivement +1,1 % et +1,2 %). Du côté de l'offre, l'activité a largement souffert de la baisse de la production dans le secteur de l'agriculture, pêche et sylviculture (-20,2 % en glissement annuel) due à la sécheresse, avec une contribution à la croissance de -1,3 point.

LE CHIFFRE A RETENIR

-1,6 %

Croissance du PIB en
2023

Héritant d'une économie très affaiblie, le nouveau chef d'Etat, Javier Milei, a mis en place un plan d'ajustement drastique de l'économie, avec des premières mesures incisives ayant de forts effets inflationnistes et récessifs à court-terme. Suite à la dévaluation et la dérégulation des prix, l'inflation s'est envolée : entre novembre et février, les prix ont augmenté de 71 %, portant l'inflation annuelle à 276,2 %. Cette hausse des prix impacte de manière significative le pouvoir d'achat des ménages : le salaire moyen est en chute libre en termes réels, avec une baisse de 16 % entre novembre 2023 et janvier 2024. Dans le secteur formel (32,6 % de la population), les salaires ont baissé de 12 % en deux mois dans le secteur privé, et de 22 % dans le secteur public, en lien avec la volonté de réduire fortement les dépenses publiques. Les plus vulnérables demeurent les travailleurs informels (12,1 % de la population) qui ont subi une lourde chute de 21 % du salaire moyen entre novembre et janvier (et de 37 % en janvier en g.a). L'écroulement du pouvoir d'achat a déjà d'importants sur la pauvreté et, plus généralement, sur le pouvoir d'achat des ménages, comme en témoigne la contraction de 7,6 % des ventes en supermarché entre novembre et janvier (désaisonnalisé).

Côté offre, de nombreux secteurs sont fortement touchés par le recul de l'activité. La production industrielle, secteur employant 5,2 % de la population, a reculé de 9,2 % entre novembre et janvier (désaisonnalisé), et de 12,4 % sur un an. Le taux d'utilisation des capacités industrielles a atteint 54,6 %, contre 66 % en novembre, le niveau le plus bas depuis juin 2020, en pleine crise sanitaire. Toutes les catégories de biens sont concernées, mais l'alimentation et les boissons, les produits chimiques et les biens d'équipement participent davantage à la contraction de l'indice, avec des baisses de 6,4 % en g.a, 12,1 % et 33,5 %, respectivement. En parallèle, la construction (8,5 % de la population) a chuté de 18,6 % entre novembre et janvier, après une sixième baisse mensuelle consécutive, en raison notamment de l'arrêt partiel des travaux publics annoncée par le gouvernement. En glissement annuel, la baisse a atteint 21,7 % et tous les secteurs sont impactés. Au global, l'indice mensuel d'activité économique de l'INDEC, pointe un recul de 3,9 % entre novembre et janvier (-4,3 % en g.a), malgré un secteur agricole particulièrement dynamique et des exportations en forte hausse.

Ainsi, les perspectives sont moroses pour 2024. L'activité économique s'essouffle, avec des prévisions d'une forte récession sur l'ensemble de l'année : -2,8 % selon le FMI, -3,5 % selon le marché (enquête REM de la Banque centrale) et -3,6 % selon JP Morgan. Si cette mise à l'arrêt de l'économie était prévisible et annoncée par J.Milei dès son élection, cette récession pourraient garder des stigmates sur le long-terme : le taux de pauvreté monte en flèche, avec des privations croissantes pour les plus vulnérables (éducation, santé, alimentation) et l'informalisation du travail pourrait déboucher sur une hausse des inégalités. Mais le pari du gouvernement reste un redémarrage rapide pour 2025, avec des prévisions plus encourageantes : une croissance du PIB qui pourrait rattraper la récession de 2024 (+5 % pour le FMI ; +3,2 % pour le consensus de marché), portée par toutes les composantes de la demande, et l'inflation serait en nette baisse (45 % selon le FMI ; 58,6 % selon le marché).

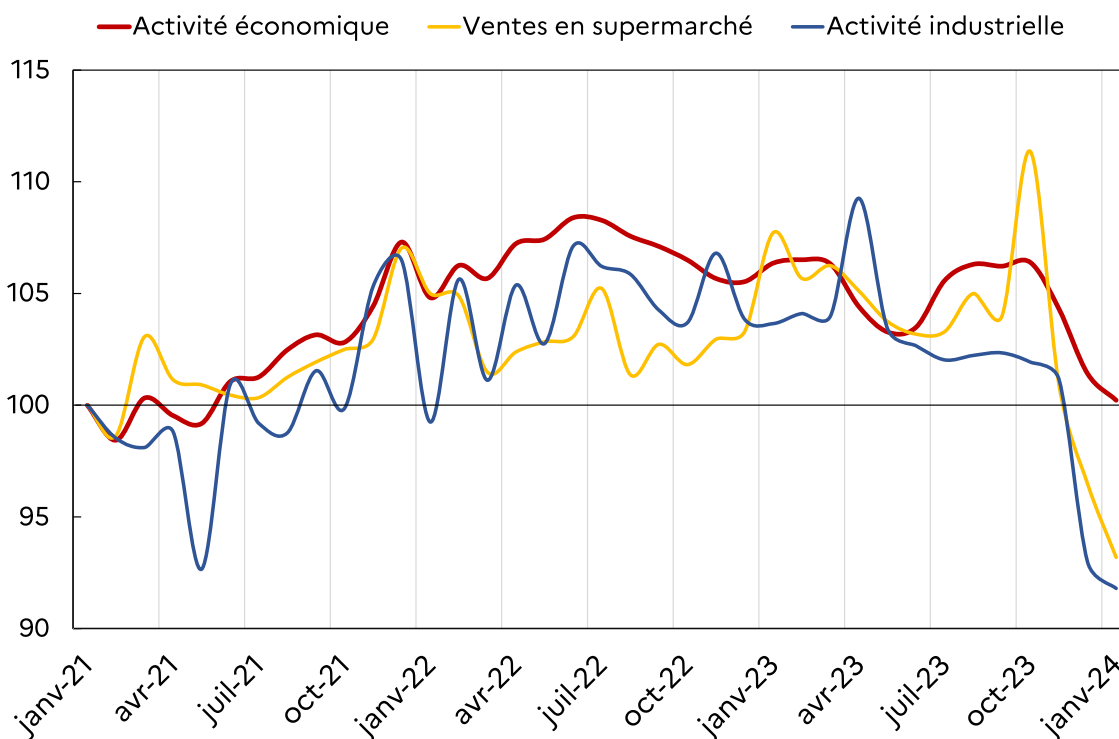
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publiques (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieures (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2024	210,2%	3,0%	4,0%	6,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	-1,1%	-0,5%	4,5%	1,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-1,6%	-0,4%	4,5%	0,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-2,8%	1,6%	3,8%	3,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,5%	1,8%	4,0%	3,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Indicateurs avancés d'activité économique (base 100 = 01/2021 ; désaisonnalisé)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Restructuration des subventions sur les tarifs du gaz et enjeux socio-économiques

Le paysage énergétique argentin connaît une transformation significative avec l'annonce du gouvernement d'augmenter les tarifs du gaz naturel à partir d'avril, avec des ajustements importants pour les consommateurs de tous niveaux socio-économiques. Cette décision, matérialisée par la résolution 41/2024 publiée dans le Bulletin officiel le 26 mars dernier, vise à réduire les subventions gouvernementales et à rétablir les prix réels du gaz. Ces augmentations touchent particulièrement les consommateurs résidentiels, y compris les retraités percevant la pension minimale, avec des hausses pouvant atteindre 300 %. Le coût moyen de la consommation passe de 2073,7 ARS (2,40 USD) en mars à 6505,3 ARS (7,55 USD) à partir d'avril, selon les indications du secrétariat à l'Énergie.

La complexité de cette augmentation réside dans la diversité des segments de consommateurs et des fournisseurs, ainsi que dans la nécessité de tenir compte de la fluctuation du taux de change.

L'application de ces augmentations tarifaires sera échelonnée en trois phases tout au long de l'année, avec des ajustements spécifiques pour chaque période. Les augmentations mensuelles seront initialement en dollars américains, puis converties en pesos argentins au taux de change officiel. Cette dollarisation introduit une nouvelle dimension de complexité à la tarification du service. De plus, ces augmentations auront un impact différencié selon les niveaux de revenus et les zones géographiques. Par exemple, les ménages à faibles revenus subissent des augmentations significatives, atteignant jusqu'à 280 % en avril

Ces ajustements tarifaires s'inscrivent dans un contexte plus large de restructuration des subventions publiques, visant à réduire les subventions gouvernementales tout en garantissant la viabilité financière des distributeurs. De fait, le secteur du transport public a également subi des augmentations tarifaires pouvant atteindre jusqu'à 200 % suite à la suppression des subventions pour ce secteur.

Cependant, ces ajustements doivent composer avec une inflation persistante et des pressions fiscales. Combinée à une révision des marges tarifaires des entreprises de transport et de distribution, ces augmentations suscitent des inquiétudes quant à leur impact sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la compétitivité des entreprises. D'après certains économistes, cette hausse des tarifs de gaz devrait avoir un impact de +2 p.p sur l'inflation d'avril.

CHILI

Les investissements étrangers au Chili ont augmenté de 19,2 % en 2023 selon la Banque centrale

Selon les chiffres révisés de la Banque centrale, le Chili a reçu ces deux dernières années des flux d'investissements directs étrangers (IDE) de 21,7 Mds USD et 18,3 Mds USD, soit une augmentation de 19,2 % des flux en 2023. InvestChile, l'agence gouvernementale chilienne chargée de promouvoir les IDE explique cette hausse en partie par la revue à la baisse des chiffres de 2022. Néanmoins, l'agence rappelle que le montant des IDE sur 2023 est le plus élevé atteint depuis 2015, le quatrième depuis 20 ans.

Les IDE 2023 se déclinent principalement en participation en capital (10,7 Mds USD), en réinvestissement des bénéficiaires (8,8 Mds USD) et en dette (2,2 Mds USD).

Le ministre de l'économie Nicolas Grau s'est réjoui de cette nouvelle qui « témoigne de la confiance croissante des investisseurs mondiaux envers le Chili ».

Promulgation de la loi cadre sur la cybersécurité : de nouvelles normes pour les entreprises dites « essentielles »

Dans le cadre de la politique nationale de cybersécurité pour les années 2023 à 2028, le président Gabriel Boric a promulgué la nouvelle Loi cadre de Cybersécurité le mardi 26 mars. L'Agence Nationale de Cybersécurité (ANC) sera en charge de fixer les normes techniques à respecter, de superviser leurs applications par les entreprises et,

le cas échéant, d'infliger des amendes pouvant aller jusqu'à 40 000 UTM¹, soit environ 2,5 millions d'euros. Dans le cadre d'une enquête, l'agence pourra exiger l'accès aux réseaux informatiques des entreprises. Ces normes s'appliqueront aux entreprises désignées comme « services essentiels » (telles que l'administration chilienne et le Coordinateur électrique national) ainsi qu'aux « opérateurs d'importance vitale » (comprenant les concessionnaires dans les secteurs des transports, de l'eau, des télécommunications, du numérique, des services bancaires, etc.²) dont la qualification est évolutive, et à la discrétion de l'ANC.

Lithium : classification des salars et appel à manifestation d'intérêt privé

Dans le cadre de sa stratégie nationale sur le lithium, le gouvernement a présenté le 26 mars dernier, les conditions du développement de la production de lithium ainsi qu'une classification des gisements qui seront destinés à la conservation, à l'exploration et à l'exploitation. L'Etat par l'intermédiaire du groupe minier public, Codelco, aura une participation majoritaire dans les partenariats public-privé pour l'exploitation des salars jugés stratégiques d'Atacama et de Maricunga. A ce jour, le salar d'Atacama est le seul salar exploité du pays. Cinq salars (Pedernales, Grandes, Infieles, Aguilar y la Isla) seront sous un régime de « flexibilité » avec la présence de l'Etat via Codelco ou Enami et la possibilité d'une participation privée majoritaire. Enfin, 26 salars, représentant 18% de la superficie des gisements de lithium, seront ouverts à l'exploitation par des entreprises privées. La ministre des Mines, Aurora Williams, a confirmé, qu'en avril de cette année, un processus d'appel à manifestation d'intérêt de 60 jours sera ouvert pour les entreprises souhaitant se positionner, dont les résultats seront connus au mois de juillet. La ministre a également rappelé que l'accent serait mis sur le caractère durable du projet d'exploitation, qui devra respecter les obligations en matière de consultation indigène et le règlement des zones protégées de l'Etat pour

obtenir un Contrats spéciaux d'exploitation du lithium (CEOL).

Le gouvernement a par ailleurs annoncé le début d'un processus d'étude pour créer un réseau de salars protégés, où l'activité productive ne sera pas autorisée. L'objectif est de porter la part des écosystèmes salins protégés au Chili (salars et lagunes) de 8% actuellement à 30%.

PARAGUAY

Tensions commerciales : le Paraguay lutte pour maintenir ses exportations de viande vers les Etats-Unis et poursuit le dialogue avec l'Union européenne sur la déforestation importée

Le 19 mars dernier, le Sénat des États-Unis a voté en faveur d'un projet de loi annulant les récentes autorisations d'importation de viande bovine en provenance du Paraguay, qui avaient été accordées par l'administration de Joe Biden en novembre 2023. Cette décision a été motivée par des préoccupations sanitaires liées à la fièvre aphteuse dans ce pays. Cette résolution bipartite a été présentée par les sénateurs Jon Tester et Mike Rounds, suscitant ainsi une réaction immédiate des autorités paraguayennes qui ont intensifié leurs efforts de lobbying pour préserver l'exportation de viande vers les États-Unis.

Face au rejet massif du Sénat américain, les autorités paraguayennes ont mobilisé leurs ressources diplomatiques. Le ministre des Relations extérieures, Rubén Ramírez Lezcano, s'est rendu à Washington pour faire pression sur les autorités américaines. Il a défendu la qualité et la sécurité de la viande paraguayenne, soulignant que le Paraguay est reconnu comme exempt de fièvre aphteuse par l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA). **Cette initiative a été soutenue par le président de la République, Santiago Peña qui a souligné l'importance cruciale du marché de la viande bovine pour l'économie du Paraguay :**

¹Unité Tributaire Mensuelle : unité de mesure utilisée au Chili pour indexer et ajuster certains montants liés à des obligations fiscales (amendes, impôts etc.) afin de les rendre plus facilement

adaptables aux variations économiques. Elle est généralement révisée chaque année pour tenir compte de l'inflation et d'autres facteurs économiques.

² Liste non exhaustive

deuxième pilier des exportations nationales avec 13,4 % du total, juste derrière le soja.

En parallèle, le Paraguay doit tenir compte des nouvelles règles européennes visant à réduire la déforestation, règles qui pourraient impacter ses exportations vers l'UE. Le règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025, vise à garantir la traçabilité des produits mis sur le marché afin de s'assurer qu'ils ne sont pas issus de la déforestation. Les producteurs paraguayens s'opposent depuis plusieurs mois à ces nouvelles exigences qu'ils considèrent comme une atteinte à leur souveraineté. Le ministre de l'agriculture Carlos Giménez considère quant à lui que le pays ne peut se permettre de perdre un tel marché pour ses exportations – la perte potentielle est estimée à 3,6 Mds USD selon la Chambre paraguayenne des Transformateurs d'Oléagineux et de Céréales (CAPPRO). En visite au Paraguay mi-mars, le commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, Virginijus Sinkevičius a souhaité dissiper les critiques à l'égard de cette norme européenne et souligné les progrès réalisés par le Paraguay. Bruxelles multiplie les réunions d'informations sur cette réglementation auprès de pays tiers pour s'assurer que les entreprises pourront se conformer d'ici le 1^{er} janvier 2025 et éviter les effets de distorsion sur le marché.

URUGUAY

La Banque centrale uruguayenne (BCU) publie son dernier rapport sur les investissements directs étrangers et la dette du secteur public.

La Banque centrale uruguayenne (BCU) a publié son dernier rapport sur la balance des paiements et la position extérieure de l'Uruguay au titre du 4^{ème} trimestre 2023. Selon les données de la BCU, les investissements directs étrangers (IDE) ont clôturé l'année 2023 à 5,5 % du PIB, soit le niveau le plus élevé depuis 2010. Ce chiffre a plus que compensé le déficit du compte courant (3,6 % du PIB), accentué par la chute des exportations dues à

la sécheresse (soja, viande). La contraction du déficit courant par rapport à 2022 (-0,3 p.p) intervient dans un contexte de désépargne du secteur privé en comparaison annuelle (-1,1 % à -0,5 % du PIB) et de la baisse du déficit des revenus primaires. En 2023, les exportations de services se sont établies à 6,2 Mds USD, soit +11,5 % en variation annuelle. Le tourisme est le principal moteur de cette augmentation avec une variation de +39 % et un nombre de touristes entrant qui dépasse le niveau pré-pandémique selon les données du ministère du Tourisme. Les autres composantes des services ont quant à elles évolué en ordre dispersé – si les transports et les services aux entreprises ont diminué de 7,7 % et 8,5 % sur la période, les exportations des services financiers et des services personnels, culturels et récréatifs ont augmenté de +35,2 % et +26,2 %.

La position extérieure nette de l'Uruguay est débitrice (-17,1 Mds USD, soit 22,1 % du PIB) mais le passif est constitué d'investissements (directs et de portefeuilles) stables. Le déficit courant est ainsi largement financé par les IDE et un accès aisé aux financements internationaux (notations dans la catégorie « investissement » par les différentes agences de notation). En outre, la liquidité extérieure est satisfaisante, avec des réserves de changes couvrant environ 13 mois d'importations, permettant de faire face aux chocs externes alors que l'endettement public externe a augmenté de 7,6 % en g.a en 2023, atteignant 24 Mds USD en 2023 (soit 45,3 % de la dette publique totale). La dette publique a atteint 53,3 Mds USD (69 % du PIB), en hausse de 11,4 % par rapport à 2022. La dette externe de l'Etat est majoritairement détenue par des créanciers privés du secteur financier (70,5 % de la dette externe totale) et libellée en dollar américain (69 %).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ayathassen Bensaid
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr